

gouvernement à convaincre les Canadiens de souscrire au programme de conservation. Mais il faudra faire bien plus que leur dire qu'ils pourront ainsi épargner quelques dollars et qu'ils devraient s'abstenir de prendre leur bain. Il faudra en fait convaincre les Canadiens que notre société doit trouver de nouvelles motivations, que nous devons accepter d'unir la sagesse à la connaissance, d'user de nos ressources sans en abuser, et de préserver ces ressources qui nous sont confiées à l'intention des générations à venir.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Madame le président, à la suite de l'importante déclaration qui vient d'être faite par l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald), j'aimerais, au nom de mon parti, faire mes commentaires sur ce très important problème de la conservation de nos ressources énergétiques.

Tout d'abord, qu'il me soit permis de remercier le ministre, qui a eu la délicate attention de nous faire parvenir par écrit le texte de sa déclaration, ainsi que tous les tableaux s'y rapportant.

Lorsqu'on prend connaissance de ce volumineux document, on peut avoir l'impression, de prime abord, qu'il s'agit de la représentation par un ministre d'une politique globale dans un domaine donné. Cependant, lorsqu'on y regarde de plus près, on se rend compte qu'il s'agit plutôt de mesures prises après qu'une situation est devenue intolérable, donc, d'une attitude qui m'apparaît au point de départ purement défensive. Et lorsqu'on lit même les premières lignes de la déclaration du ministre, on constate que déjà au début de la décennie que nous traversons, le gouvernement avait déjà prévu de quelque façon des problèmes au niveau des approvisionnements en matière énergétique.

Ce qui revient à dire que la politique qui est présentée aujourd'hui n'est pas justement une politique globale en matière de ressources énergétiques, mais plutôt une mesure purement défensive pour tenter de retrouver un équilibre qui, aux yeux du ministre, est tout à fait inadéquat, même à l'heure actuelle.

C'est pourquoi, madame le président, dans cette optique, nous comprenons très facilement que le premier mot qui vient en tête du ministre à ce moment-ci, c'est celui de la conservation. Et même si le ministre refuse de l'avouer directement dans son énoncé de principes, cela revient à dire tout simplement qu'il s'agit d'une mesure d'urgence pour pallier une situation d'urgence.

D'ailleurs, il convient de souligner que, d'une part, les mesures préventives n'ont pas été prises lorsque la situation le permettait, dans un climat de détente, pour pallier d'avance ces situations. D'autre part, on remarque également, par la déclaration du ministre, que celui-ci avoue même ce soir que le gouvernement dans son attitude a fait preuve de gaspillage et d'inefficacité. Et je le cite ici à la page 8 de son document:

Les preuves de notre gaspillage et de notre inefficacité sont concluantes. Qu'il s'agisse du secteur privé, industriel ou public, nous avons tous acquis des habitudes de négligence.

Le ministre dit bien «tous», et je suis d'accord avec lui. Il est vrai, madame le président, qu'il nous faut être le plus objectifs possible dans nos remarques, et je tiens à souligner qu'également dans nos secteurs privés que chez les individus, les Canadiens n'ont pas été habitués à surveiller les ressources énergétiques, puisqu'au fond ils n'avaient jamais été placés dans un contexte de conservation pure et simple.

Conservation de l'énergie

Je pense que devant une situation sérieuse comme celle à laquelle nous devons actuellement faire face, un facteur est très important pour qu'une solution soit vraiment apportée et soit vraiment efficace. C'est que tous les gens qui sont concernés à tous les paliers soient vraiment conscients de la situation, pour qu'ils soient en mesure de collaborer pleinement à un programme de conservation tel qu'énoncé par le ministre ce soir.

Voici un extrait de la page 9:

Je tiens à ce qu'il soit bien clair que les politiques de conservation de l'énergie que je suis sur le point d'annoncer sont des politiques permanentes, et non des mesures d'urgence adoptées au cours d'une crise.

Je ne suis pas d'accord sur ce point, madame le président, parce que, dans l'énoncé du ministre, on décèle d'un bout à l'autre un peu d'incertitude. Dans le contexte économique dans lequel la nation canadienne s'engage pour les mois à venir, la nation canadienne est exposée à prendre justement la couleur que lui donnera la tournure des événements mondiaux. Par ailleurs, cette tournure des événements sur le plan international est liée de façon complète à la crise énergétique que connaît le monde, et le ministre laisse entendre que toute l'incertitude qu'il ressent face à l'avenir tourne autour de l'épineuse et explosive question du pétrole.

Les pays producteurs de pétrole viennent de donner l'exemple aux pays du Tiers-Monde, soit l'Amérique latine, l'Afrique et une partie de l'Asie, qu'un pays peut contrôler actuellement ses richesses naturelles et ses ressources et s'en faire une arme terrible dans l'interdépendance souvent absolue des nations.

Maintenant, en ce qui concerne les phases du programme présenté par le ministre, on me permettra de faire quelques brefs commentaires. Tout d'abord j'ai été extrêmement surpris de constater que la première étape du programme que trace le ministre est de rétablir l'ordre au sein même de l'administration fédérale. Il continue en disant qu'il est essentiel d'éliminer le gaspillage et l'inefficacité dans les activités du gouvernement.

Je pose la question suivante: Est-ce que le ministre vient à l'instant de réaliser cet objectif? Par ailleurs, lorsque le ministre exprime son intention de demander la collaboration des dirigeants provinciaux afin d'établir des mesures précises en matière de conservation énergétique, il mentionne deux mesures principales qu'il entend proposer et ce sont les suivantes: Tout d'abord, il veut réduire les limites de vitesse sur les routes. Cela fait sourire, car depuis plusieurs années des spécialistes ont inventé des appareils mécaniques destinés à épargner le pétrole. Mais les compagnies pétrolières justement ont souvent acheté ces appareils pour pouvoir faire plus d'argent. Et tout ce temps-là, les Canadiens dépensaient des produits pétroliers à fond de train. Il aurait été possible à ces chercheurs d'en arriver à inventer de nouveaux types de moteurs dont la consommation en essence aurait été inférieure à celle des moteurs actuels. Par ailleurs, il est connu de la plupart des citoyens que plusieurs personnes ont mis au point ces instruments, et on n'en a pas tenu compte. Madame le président, si nous sommes rendus là, c'est qu'on a laissé la situation se détériorer au plus haut point.

Dans le domaine des forêts par exemple, on a permis une exploitation désastreuse. On donnait pratiquement d'immenses boisés à des entreprises; celles-ci faisaient impunément des coupes à blanc, sans être obligées de reboiser. Au Québec, par exemple, entre les années 1900 et 1950, on a ainsi rasé de grands territoires, laissant parfois beaucoup de bois pourrir sur les lieux, à demi coupé. C'était ni plus ni moins que du gaspillage. Il n'est pas étonnant qu'au-